

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°39 2025

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : La Banque mondiale publie ses indicateurs macroéconomiques pour les mois d'août et septembre 2025 ;
- ❖ **Bangladesh** : Le FMI soutient une enquête sur la dissimulation des créances douteuses ;
- ❖ **Bhoutan** : Indicateur macroéconomique pour le mois de septembre 2025 ;
- ❖ **Inde** : Signature prochaine d'un nouvel accord commercial entre l'Inde et la Nouvelle-Zélande ;
- ❖ **Maldives** : Projet de budget 2026 : discipline budgétaire affichée et priorités sociales affirmées ;
- ❖ **Pakistan** : L'inflation s'établit à 6,2% en g.a. en octobre ;
- ❖ **Sri Lanka** : Premier déficit du compte courant de l'année en septembre.

À RETENIR

XXX

XXXX

Afghanistan

La Banque mondiale publie ses indicateurs macroéconomiques pour les mois d'août et septembre 2025

Selon les données de la Banque mondiale, en glissement annuel l'indice des prix à la consommation (IPC) s'est établie à 3,1% au mois d'août 2025, contre -6,7% l'année précédente à la même période. Cette hausse résulte principalement d'une augmentation de 4,8% des prix des denrées non alimentaires, imputable à un effet de base favorable et à une reprise de la demande intérieure. Cette dernière a été soutenue par le retour des rapatriés afghan, qui a stimulé la demande en logement et en services essentiel, mais également le prix alimentaire, qui ont progressé de 1,3% en glissement annuel.

Sur le plan extérieur, entre le mois d'août et septembre 2025, le déficit commercial s'est réduit de 8,5%, pour atteindre 890 MUSD, en raison d'un rebond des exportations. Cependant, malgré cette amélioration mensuelle, les données en g.a. indiquent que le déficit commercial a progressé de 19% en septembre 2025 par rapport à l'année précédente.

En septembre 2025, les exportations afghanes ont bondi de 34% sur un mois et de 20% sur un an, portées par l'accord commercial préférentiel avec le Pakistan, la hausse de la demande régionale et la réouverture des routes commerciales.

Les produits alimentaires ont dominé la croissance (+25 % g.a.), tandis que les textiles ont progressé modérément et le charbon a reculé. Sur le premier semestre de l'exercice 2025, les exportations totales ont atteint 785 MUSD (+12% en g.a.), mais restent fortement concentrées sur l'agroalimentaire (79%), accentuant la vulnérabilité de l'économie aux aléas climatiques et commerciaux.

S'agissant des importations, celles-ci ont reculé de 2% sur un mois, à 1,1 Md USD, mais restent en hausse de 19% sur un an.

[Afghanistan Economic Monitor – Banque Mondiale](#)

Bangladesh

Le FMI soutient une enquête sur la dissimulation des créances douteuses

Le FMI devrait prochainement lancer une enquête sur la dissimulation du taux réel de prêts non performants (NPL) dans le système bancaire bangladais, après la révélation d'un écart massif entre les chiffres officiels et la réalité. Selon de nouvelles données, le volume des NPL aurait bondi de 4000 à plus de 6500 milliards de takas en un an.

Le FMI chercherait à déterminer si cette dissimulation résulte d'une manipulation délibérée ou d'une négligence grave lors des inspections bancaires. Cette affaire compromet un objectif clé

du programme FMI, qui exige une réduction du taux de défaut des banques publiques à moins de 10 % d'ici 2026 et à 5% pour les banques privées.

[IMF to probe 'NPL data concealment' in BD's banking sector](#)

L'inflation recule légèrement en octobre à 8,17 %

Le taux d'inflation au Bangladesh a légèrement fléchi à 8,17 % en octobre, contre 8,36 % en septembre, selon le Bangladesh Bureau of Statistics (BBS). Cette baisse s'explique par un repli des prix alimentaires, tandis que les produits non alimentaires ont poursuivi leur hausse, notamment en milieu urbain où l'inflation globale atteint 8,33 %. En glissement annuel, la moyenne sur douze mois reste très élevée à 9,22 %, reflétant la persistance des tensions sur le pouvoir d'achat malgré l'objectif gouvernemental de contenir l'inflation à 6,5 % pour l'exercice 2025-26.

[October inflation edges down to 8.17pc](#)

Le crédit au secteur privé poursuit sa baisse, au plus bas depuis quatre ans

La croissance du crédit au secteur privé est tombée à 6,29 % en septembre, son plus faible niveau en quatre ans, selon la Bangladesh Bank, signe d'un net ralentissement de l'investissement malgré l'amélioration des exportations, des remises migratoires et des réserves de change. Les taux d'intérêt élevés, la prudence des banques et les incertitudes politiques expliquent ce repli, alors que les entreprises adoptent une attitude attendiste à l'approche des élections de février 2026. Les économistes alertent sur un risque de stagnation de l'investissement et de l'emploi, en particulier dans les PME, tandis que les banques, disposant d'excédents de liquidité, se tournent vers les bons du Trésor plutôt que vers le financement productif.

[Private sector credit appetite wanes further](#)

Les Pays-Bas, premier investisseur étranger au Bangladesh en 2024-25 devant le Royaume-Uni et la Chine

Les Pays-Bas ont pris la tête des investisseurs étrangers au Bangladesh sur l'exercice 2024-25, avec 454 M USD d'investissements nets, soit 27 % des flux totaux, selon la Bangladesh Bank. Ce montant, en forte hausse par rapport aux 23 M USD enregistrés l'an passé, devance le Royaume-Uni (300 M USD), la Chine (274 M USD), la Corée du Sud (216), Singapour (161) et l'Inde (106). Les capitaux transitant par les Pays-Bas se concentrent dans les secteurs agroalimentaire et énergétique. A noter que les Pays-Bas est un pays par lequel transite de nombreux investissements d'entreprises d'autres pays.

Au total, les IDE ont progressé de 19 % sur l'année fiscale, à 1,69 Md USD, une hausse tirée surtout par les prêts intra-groupes (+181 %) et les réinvestissements de bénéfices (+23 %), tandis que les nouveaux apports en capital ont reculé de 17 %, signe d'une prudence persistante des investisseurs face aux incertitudes économiques et politiques.

En stock d'IDE, à fin juin 2025, le Royaume-Uni demeure premier (3,2 Mds USD) devant Singapour (2,1 Mds USD), les Pays-Bas (1,8 Md USD), la Corée du Sud (1,7) et la Chine (1,6).

[Which countries invested the most in Bangladesh in FY25?](#)

Bhoutan

Indicateur macroéconomique pour le mois de septembre 2025

L'inflation mesurée par L'IPC en glissement annuel s'est établie à 3,9% en septembre 2025, contre 2,5% en septembre 2024, en raison principalement d'une hausse de l'indice des prix alimentaires, qui a augmenté de 5,7 %.

Sur le plan extérieur, les réserves de change ont fortement progressé, contrastant avec la période de contraction observée depuis 2023. Elles se sont élevées à 922 MUSD en septembre. Les transferts de la diaspora ont atteint 231 MUSD sur la même période, dont 70% en provenance d'Australie.

[RMA – Macroeconomic Data](#)

Inde

Signature prochaine d'un nouvel accord commercial entre l'Inde et la Nouvelle-Zélande

Le ministre indien du Commerce et de l'Industrie, Piyush Goyal, est en visite officielle en Nouvelle-Zélande afin de renforcer les relations économiques et commerciales bilatérales, alors que les deux pays tiennent à Auckland, du 3 au 7 novembre, la quatrième série de négociations sur un projet d'accord de libre-échange (ALE) entre l'Inde et la Nouvelle-Zélande.

L'ALE proposé devrait stimuler davantage les flux commerciaux, promouvoir l'investissement, renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement et créer un cadre favorable pour les entreprises des deux pays. Pour rappel, le commerce bilatéral de marchandises entre l'Inde et la Nouvelle-Zélande s'élevait à 1,3 Md USD en 2024-25, marquant une croissance de près de 49 % par rapport à l'année précédente.

Le ministre du Commerce et de l'Industrie indien a déclaré que les discussions entre l'Inde et la Nouvelle-Zélande progressaient rapidement, tandis que le ministre néo-zélandais Todd McClay, interrogé sur les objectifs de volume commercial a répondu que l'accord devrait accroître de manière significative le commerce bilatéral entre les deux pays, sans exclure la possibilité d'atteindre un montant de 20 Mds USD d'échange, sous réserve de la mise en place d'un cadre commercial favorable pour les deux partis.

[India, New Zealand to finalise FTA soon: Commerce Minister Piyush Goyal - The Economic Times](#)

Les restrictions à l'exportation des minerais critiques chinoises menacent les chaînes d'approvisionnement indiennes

Dans la continuité des premières restrictions d'exportations chinoises portant sur sept éléments terres rares, entrées en vigueur en avril dernier, qui imposaient un certificat d'utilisation finale pour ces aimants/terres rares et une mesure d'extraterritorialité avec l'approbation du ministère du Commerce chinois en matière d'exportation de produits

contenant des traces d'éléments de ces minéraux d'origine chinoise, l'Inde est à nouveau impactée par une nouvelle salve de mesures restrictives, prolongeant et renforçant les mesures précédentes.

Depuis le 1er octobre 2025, la State Administration of Taxation of the People's Republic of China (STA) a mis fin à la pratique des « documents d'export tiers », où un tiers exportait pour le compte d'un fabricant sans licence certifiée. Par conséquent, ces restrictions sont susceptibles de toucher des acheteurs/importateurs indiens travaillant avec des fournisseurs chinois, sans qu'aucun chiffrage précis des impacts n'ait été effectué à ce jour.

Toutefois, il a été rapporté dans la presse (de source non officielle) que plusieurs compagnies indiennes, notamment Diamond, Hitachi Continental India, Jay Ushin auraient obtenu des licences pour importer des aimants permanents à deux conditions : pas de ré-export (particulièrement vers les USA, mais partout de manière générale selon les sources) et pas d'utilisation militaire.

Il convient de noter que ces nouvelles restrictions apparaissent dans un contexte de négociation d'accord commercial entre la Chine et les Etats-Unis. Ces dernières visent à s'assurer que ces matériaux ne transitent pas par l'Inde avant d'être réexportés aux USA. Ainsi ces terres rares seraient destinées uniquement à la production nationale, en cohérence avec la politique du « Make in india », dans un contexte de relative amélioration des relations entre l'Inde et la Chine.

['Some Indian companies': China OKs supply of rare earth magnets to India; what MEA said | India News - The Times of India](#)

[New Delhi vise à augmenter la participation des femmes au marché du travail à 55% d'ici 2030](#)

La dernière mesure du taux de participation à la population active des femmes (LFPR), soit la part des femmes de 15 ans et plus qui sont soit employées soit en recherche active d'emploi pendant une année, s'élevait à 34,1% fin septembre, selon le Ministère des Statistiques et de la Mise en œuvre des programmes (MoSPI). Ce chiffre corrobore les données de l'Organisation internationale du Travail (OIT), qui évalue le LFPR féminin à environ 31% en 2023.

Ces données demeurent toutefois inférieures à la statistique rapportée pour l'exercice 2023-24 par les données officielles indiennes du travail issues de l'enquête périodique sur la population active (« Periodic Labour Force Survey ») de 42 %. Ce taux de participation plus élevé s'explique par l'inclusion des femmes non rémunérées contribuant aux activités domestiques ou à d'autres activités non agricoles.

Dans son projet de document « Shram Shakti Niti 2025 », le ministère du Travail souligne que l'élargissement et l'égalité dans l'accès à un emploi décent pour les femmes constitue un levier essentiel pour mobiliser la force démographique de l'Inde. Ainsi, le pays vise à faire passer la participation des femmes à la population active à 55 % d'ici 2030.

Par ailleurs, l'OIT suggère qu'un investissement équivalent à 2 % du produit intérieur brut (PIB) dans le secteur des soins pourrait créer 11 millions d'emplois, dont environ 70 % destinés aux femmes. Ainsi, des discussions interministérielles sont en cours pour développer et formaliser l'économie des soins en Inde. Selon un rapport de The/Nudge Institute, une organisation à but non lucratif indienne, l'Inde doit presque doubler son taux de participation des femmes à la population active pour l'amener à 70 % d'ici 2047, et ce, afin d'ajouter 14 000 Mds USD à son économie.

[India aims to lift female labour force participation to 55% by 2030 - The Economic Times](#)

Maldives

Projet de budget 2026 : discipline budgétaire affichée et priorités sociales affirmées

Le gouvernement a, comme attendu, présenté un budget de 4,2 Mds USD, à comparer à 3,7 Mds USD en 2025 (+13,5%). Si l'on exclut le remboursement de la dette (603,1 M USD annoncés en 2026), les dépenses sont affichées en légère baisse. Les recettes sont attendues à 2,7 Mds USD, le déficit devant donc atteindre 500 MUSD. Des efforts particuliers sont prévus pour la justice, l'éducation et le Public Sector Investment Programme. Une revalorisation des salaires de la fonction publique est également annoncée.

[PSM News](#)

Pakistan

L'inflation s'établit à 6,2% en g.a. en octobre

D'après les données publiées par le Pakistan Bureau of Statistics (PBS) et la State Bank of Pakistan (SBP), l'indice des prix à la consommation (CPI) a enregistré une hausse de 6,2 % en glissement annuel en octobre 2025, contre 5,6 % en septembre et 7,2 % en octobre 2024. Sur une base mensuelle, les prix ont progressé de 1,8 %, essentiellement en raison d'une augmentation du coût des denrées alimentaires (+2,7 %) et du logement (+2,2 %), notamment sous l'effet du relèvement des tarifs d'électricité (Fuel Cost Adjustment positif de 0,08 PKR/kWh) et de la hausse des prix des produits pétroliers (+0,9 % pour le poste transport).

Sur le plan sectoriel, l'inflation a été tirée par les aliments (+5,6 %), le logement (+4,2 %), l'habillement et les chaussures (+8,1 %), la santé (+9,7 %), l'éducation (+10,6 %), ainsi que par les restaurants et hôtels (+6,1 %) et les services divers (+18,2 %). Ces hausses ont été partiellement compensées par une baisse des prix dans la catégorie loisirs et culture (-3,7 %).

L'inflation sous-jacente (core inflation) s'est établie à 7,9 % en octobre, légèrement en retrait par rapport à l'an dernier. En moyenne, sur les quatre premiers mois de l'exercice budgétaire 2025-26 (juillet-octobre), l'inflation s'élève à 4,7 %, contre 8,7 % sur la même période un an plus tôt, traduisant un net ralentissement de la dynamique des prix.

En détail, l'inflation sous-jacente urbaine s'est établie à 7,5 % (contre 8,6 % un an plus tôt) et l'inflation sous-jacente rurale à 8,4 % (contre 11,7 %). En rythme mensuel, ces indices progressent respectivement de 1,1 % et 1,3 %, confirmant la persistance de tensions localisées sur les prix de l'alimentation et de l'énergie.

[Inflation Monitor](#)

Forte progression du déficit commercial de +38% en g.a. entre juillet et octobre

D'après les données publiées par le Pakistan Bureau of Statistics (PBS), le déficit commercial du Pakistan a atteint 12,6 milliards USD au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2025-26 (juillet-octobre), en hausse de 38 % par rapport aux 9,1 milliards USD enregistrés sur la même période de l'exercice précédent. Cette détérioration de la balance commerciale résulte d'une reprise plus rapide des importations, qui ont augmenté de 24,9 % en glissement annuel pour atteindre 22,7 milliards USD, tandis que les exportations ont progressé plus modestement de 12,3 %, s'établissant à 10,1 milliards USD.

Sur le seul mois d'octobre, le déficit commercial s'est creusé de 56 % par rapport à septembre, pour atteindre 3,7 milliards USD, en raison notamment d'une forte hausse des importations d'énergie, de machines et de produits chimiques, ainsi que de la contraction des exportations de riz et de textiles. Les exportations mensuelles ont reculé de 13,6 %, tandis que les importations ont augmenté de 10,7 %.

[Trade deficit surges 56pc in October](#)

FMI – publication prochaine du rapport sur la gouvernance

Les autorités pakistanaises ont annoncé la publication prochaine du rapport sur la « Governance and Corruption Diagnostic Assessment », un document élaboré en coordination avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, dont la diffusion constitue un des repères structurels (structural benchmark) de la seconde revue de la facilité élargie de crédit (EFF).

Ce rapport a pour objet de dresser un diagnostic complet des vulnérabilités en matière de gouvernance, de transparence et de lutte contre la corruption : gestion des finances publiques, la supervision bancaire, la réglementation des marchés, ainsi que la gouvernance des entreprises publiques (SOEs).

L'objectif est de proposer une feuille de route pour améliorer la traçabilité des flux budgétaires, réduire les pratiques de capture de rente et renforcer la responsabilité administrative au sein des institutions économiques.

[Govt to release key report ahead of IMF board meeting](#)

Publication du rapport du MoF sur la soutenabilité de la dette publique pakistanaise

Dans son rapport sur la soutenabilité de la dette publique pour la période 2026-2028, le ministère des Finances revient sur l'évolution de la dette du Pakistan, son niveau de risque et les mesures envisagées pour en préserver la viabilité à moyen terme. Selon le document, la dette publique et garantie par l'État (PPG) s'élevait à 74,5 % du PIB à fin juin 2025, contre 70,9 % un an plus tôt, reflétant la faiblesse du solde budgétaire primaire et la dépréciation de la roupie. Le rapport projette toutefois une baisse progressive du ratio de dette à 63,3 % du PIB d'ici à l'exercice 2028, sous l'effet d'une consolidation budgétaire, d'une croissance économique plus soutenue et d'une amélioration des conditions de financement.

Le ministère considère ainsi la dette publique comme globalement soutenable, mais identifie plusieurs risques majeurs susceptibles de compromettre cette trajectoire :

- Un ralentissement économique affectant les recettes fiscales ;
- Un resserrement monétaire prolongé qui alourdirait le service de la dette, dont près de 80 % est à taux variable ;
- Une dépréciation marquée de la monnaie nationale augmentant la charge de la dette extérieure, dont près d'un quart est à court terme ;
- Et enfin, la matérialisation de passifs contingents, notamment ceux liés aux entreprises publiques et aux garanties souveraines., la Banque centrale du Pakistan (State Bank of Pakistan – SBP) a décidé de maintenir son taux directeur à 11,00 %.

Ouverture d'une ligne d'assemblage de Google Chromebook au Pakistan

Le vice-Premier ministre pakistanais, Ishaq Dar, a inauguré la première ligne d'assemblage de Chromebooks Google au Pakistan, implantée dans les locaux de la National Radio & Telecommunications Corporation (NRTC) à Haripur. Cette unité vise une production de 500 000 ordinateurs d'ici 2026.

Le projet s'inscrit dans un partenariat public-privé réunissant le gouvernement pakistanais, Google, Tech Valley, NRTC et Allied Corporation. Ses objectifs sont de fournir aux étudiants et enseignants pakistanais des ordinateurs abordables, de renforcer les compétences numériques et de stimuler l'emploi local.

Dans le cadre d'un protocole d'accord stratégique signé entre Google et le gouvernement pakistanais, plusieurs initiatives d'accompagnement sont prévues : la formation de 100 000 développeurs, la mise en place de programmes dédiés au gaming et aux start-up, le développement de solutions locales intégrant l'intelligence artificielle, notamment des services Android orientés vers la sécurité publique, ainsi que 100 000 certifications Google Careers destinées à renforcer les qualifications numériques reconnues à l'international.

[Pakistan says new assembly line to produce 500,000 Chromebooks by 2026](#)

Sri Lanka

Premier déficit du compte courant de l'année en septembre

Selon la banque centrale (CBSL), il a atteint 183 MUSD sur le mois de septembre. Depuis le début de l'année, l'excédent courant cumulé reste confortable malgré une hausse de 12,2% des importations. Il s'élève à 1 857 MUSD à comparer à 1 440 MUSD au cours de la période correspondante de 2024 (+29%). Le déficit commercial passe de 4,2 Mds USD au cours des 9 premiers mois de 2024 à 5,2 Mds USD sur la période correspondante de 2025 - essentiellement en raison de l'augmentation des importations de véhicules à la suite de la levée de l'interdiction d'importation en février 2025 (ces importations pourraient atteindre 1,5 Md USD au cours de l'année 2025). L'excédent des échanges de services (essentiellement tourisme) progresse de 1,7% pour atteindre 2,8 Mds USD et les transferts de migrants de 20% pour atteindre 5,8 Mds USD sur la période.

[CBSL](#)

La population du Sri Lanka atteignait 21,8 millions en 2024

Le recensement réalisé montre de fortes évolutions démographiques depuis celui entrepris en 2012 : vieillissement rapide (20,7% de moins de 14 ans à comparer à 25,2% en 2012 et part des plus de 65 ans passée de 7,9% à 12,6%), exode rural marquant le pas (la population rurale reste dominante à 78% ; elle a crû de 1,34 million à comparer à 115 000 pour les aires urbaines), évolution ethnique (les « Moors/Musulmans » et les « Sri Lanka Tamils » sont les groupes les plus dynamiques alors que le groupe « Indian Tamil » recule fortement, notamment dans les districts de plantations), religieuse (l'islam est la seule religion en progression notable sur la période, passant de 9,7 à 10,7% de la population entre 2012 et 2024).

[Statistics SL](#)

Résultats des entreprises publiques en baisse au 1er semestre 2025

Les 52 principales entreprises publiques ont dégagé un bénéfice global de 227,8 Mds LKR (750 MUSD environ), en baisse de 19 % sur un an. Cette contraction provient presque entièrement des pertes du Ceylon Electricity Board (-13,2 Mds LKR, soit -43,3 MUSD), liées à la réduction des tarifs de l'électricité malgré une hausse de la demande. Les banques d'État (BoC, PB, NSB) et la Sri Lanka Ports Authority ont au contraire amélioré leurs bénéfices. Les dividendes et prélèvements versés au Trésor ont reculé à 11,7 Mds LKR (38,4 MUSD).

[Treasury](#)

Nomination d'un envoyé spécial pour l'investissement étranger

Le Président a nommé le gouverneur de la province occidentale, Hanif Yusoof, à ce poste. Il aura pour tâche de faciliter l'engagement de haut niveau avec les investisseurs internationaux et les partenaires stratégiques, renforcer la confiance des investisseurs et soutenir les efforts du gouvernement pour attirer les IDE au Sri Lanka. Hanif Yusoof, entrepreneur sri-lankais issu d'un milieu modeste, a su transformer une petite entreprise de logistique en groupe multinational (Expolanka).

[President Media Division](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Négative	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr